

**VILLE D'OULLINS**

**ARRETE DU MAIRE**

**OBJET : OBLIGATION DE RAVALEMENT DES FACADES SUR UNE PARTIE DE  
LA GRANDE RUE CONFORMEMENT AU PERIMETRE CI-JOINT.**

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le code de la Construction et de l'Habitation en ses articles L 132-1 à L 132-5, L 152-11 et R 132.1

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée, relative à la réglementation des monuments historiques ;

Vu la loi du 2 mai 1930, réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire et pittoresque et les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 1981, déclarant applicables à la Ville d'Oullins les dispositions des articles L 132-1 à L 132-5 du Code de la Construction et de l'habitation, à la suite de la délibération du Conseil Municipal en date du 15 mai 1981 ;

Vu les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que les façades des immeubles doivent être constamment tenues en état de propreté et que les travaux nécessaires doivent être effectués au moins une fois tous les dix ans ;

Considérant l'opération d'amélioration des façades de la Grande Rue lancée par Délibération du 25/03/99 modifiée par Délibérations du 14/12/2000, 26/09/2002 et 19/05/2005 ;

Considérant qu'un certain nombre de propriétaires ont déjà réalisés leurs travaux en bénéficiant des aides communales ;

Considérant que l'opération s'étant prolongée de 1999 à 2005, il convient de la terminer ;

.../...

# **ARRETONS**

## **ARTICLE I :**

Est prescrit le ravalement ou nettoyage des façades des immeubles riverains des séquences de la Grande Rue conformément au périmètre ci-joint..

Le ravalement comprend la remise en état des murs extérieurs des immeubles ainsi que l'ensemble des travaux de réfection des boiseries apparentes (fenêtres, châssis, persiennes volets et toutes huisseries) des descentes d'eaux, de la serrurerie et de la ferronnerie et des travaux de réparation des gouttières ou chenaux, des toitures et souches de cheminées.

Il concerne les façades sur rues ainsi que les murs pignons.

## **ARTICLE II :**

Les travaux devront être effectués avant le 1<sup>er</sup> février 2009

## **ARTICLE III :**

Les propriétaires réaliseront leurs travaux dans les délais impartis et conformément aux prescriptions de l'ARIM du RHONE fondées sur l'étude de coloration réalisée en 1999. Dans ce cadre, ils pourront bénéficier des subventions prévues dans la Délibération du 19/01/2006.

## **ARTICLE IV**

Dans le cas où les propriétaires concernés ne se conforment pas à ces prescriptions avant le 1<sup>er</sup> février 2009, un Procès Verbal de contravention sera dressé contre eux et déféré aux tribunaux compétents pour qu'il leur soit appliqué les peines prévues à l'Article L 152-11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Toutefois, les façades, sur rue dont les saillies seraient gravement dégradées ou les enduits détachés, écaillés ou soufflés, peuvent, dans l'intérêt de la sécurité publique, ou de tout autre intérêt public, faire l'objet de prescriptions spéciales obligeant les propriétaires à en effectuer la réfection dans un délai beaucoup plus restreint.

## **ARTICLE V :**

Tous travaux confortatifs restent interdits pour les maisons en saillies sur l'alignement régulier, frappées de servitude de voirie ou non réglementaires.

## **ARTICLE VI :**

Les propriétaires ou leurs entrepreneurs doivent, dans l'intérêt de la sécurité des ouvriers et du public, se conformer strictement aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics ainsi qu'à celles qui viendraient ultérieurement les remplacer ou les compléter.

Les échafaudages doivent être disposés de telle façon que, d'autre part, ils permettent le passage, sur le trottoir, d'une voiture d'enfants, et que d'autre part, aucun risque ne soit encouru par les passants.

Les échafaudages sur voirie font l'objet d'une autorisation spéciale à demander en Mairie.

Les travaux doivent être réalisés après obtention d'une déclaration de travaux en Mairie.

**ARTICLE VII :**

Aucun sursis ne sera accordé pour effectuer ces travaux de ravalement, sauf pour des cas de force majeure dûment constatés.

**ARTICLE VIII :**

Les propriétaires ayant réalisé leurs travaux dans le cadre de l'opération façade depuis 1999 ne sont pas soumis au présent arrêté.

**ARTICLE IX :**

A défaut d'exécution des travaux dans les délais fixés par l'article II, les contrevenants s'exposent aux sanctions prévues par l'article L 152.11 du Code de la Construction et de l'habitation.

**ARTICLE X :**

Le Directeur Général de la Ville et la Directrice du Service Urbanisme de la Ville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent Arrêté qui fera l'objet d'une publicité dans les revues d'annonces légales.

**Fait à Oullins, le 1<sup>er</sup> février 2006**

**François Noël BUFFET  
Sénateur Maire**